



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

## DE PRETORIA

N°44 à 46 – 30 octobre au 17 novembre 2023

### Faits saillants :

- **Afrique du Sud** : Le chômage recule significativement au troisième trimestre 2023 (StatsSA)
- **Afrique du Sud** : Eskom publie ses résultats pour l'exercice 2022/2023 (Eskom)
- **Malawi** : Le FMI approuve un nouveau programme de financement de 175 MUSD (FMI)

### Zoom sur la présentation du budget de mi-parcours sud-africain

**Le ministre des Finances Enoch Godongwana a présenté le mercredi 1<sup>er</sup> novembre son budget de mi-parcours pour l'exercice 2023-2024 (Mid-Term Budget Policy Statement – MTBPS).** Comme anticipé par les analystes, les équilibres de l'exercice budgétaire en cours se dégradent significativement par rapport au budget initial présenté en février 2023. Les recettes publiques s'établiraient à 27,3% du PIB sur l'exercice (en diminution de 2,2% par rapport

aux prévisions initiales), principalement sous l'effet d'une baisse des recettes d'impôt sur les sociétés (conjoncture économique défavorable, notamment pour le secteur minier) et de TVA. Les dépenses ont parallèlement été revues à la hausse (+19,6 Mds ZAR par rapport au budget initial, soit +0,9%, à 32,3% du PIB), en lien notamment avec l'augmentation des salaires des fonctionnaires (allocation complémentaire de 23,6 Mds ZAR dans le budget de mi-parcours, matérialisant la hausse de +7,5% des salaires octroyée quelques semaines après la présentation du budget initial). Cette hausse reste toutefois contenue : à l'exception de certains secteurs prioritaires (éducation, santé), les ministères et autres entités devront en effet absorber la hausse de leur masse salariale en composant avec le budget alloué en février. Le déficit devrait donc se creuser significativement, pour atteindre 4,9% du PIB, contre 4,0% prévu en février. Ces évolutions défavorables reflètent notamment la situation économique difficile que traverse le pays dans un contexte national marqué par les crises logistique et énergétique : le MTBPS table ainsi sur une croissance de 0,8% pour l'année 2023, soit une baisse de 0,1 point par rapport à février – un niveau en adéquation avec les dernières estimations du FMI (0,9%).

A moyen terme (2024/2025 à 2026/2027), la trajectoire budgétaire apparaît par ailleurs moins favorable que prévu, bien que le ministère des Finances maintienne une stratégie de consolidation budgétaire : réduction progressive du déficit, grâce à une progression des recettes fiscales cumulée à un ambitieux plan de rationalisation des dépenses (effort sur la masse salariale de la fonction publique, réorganisation de l'état et des programmes gouvernementaux, arrêt des soutiens aux entreprises publiques en difficulté, etc.). L'endettement devrait donc progressivement se stabiliser, à un niveau toutefois plus élevé que préalablement anticipé – pour atteindre un point haut à 77,7% du PIB dès l'exercice 2025/2026, contre 73,6% dans le budget initial.

Le budget a été accueilli plutôt favorablement par les marchés : le ministre a en effet tenu une position équilibrée, en réaffirmant son approche prudente tout en préservant le filet de protection sociale (prolongation d'un an, jusqu'en mars 2025, de l'aide temporaire « Covid » - SDR), et la hausse de salaire des fonctionnaires, et sans prévoir de réforme fiscale majeure sur les exercices à venir. Il existe toutefois de sérieux doutes quant à la capacité du gouvernement à conjurer la progression des dépenses publiques, dans un contexte électoral incertain.

	2023/2024		Ecart budget / MTBS en %
	Budget	MTBPS	
Revenus publics totaux (Mds ZAR)	1958,9	1915,5	-2,2%
% PIB	28	27,3	
Dépenses publiques totales (Mds ZAR)	2242,6	2262,2	0,9%
% PIB	32	32,3	
<b>Déficit public (budget balance)</b>	<b>-276,1</b>	<b>-283,7</b>	<b>-63,0</b>
% PIB	-4,2	-4	
<b>Dettes publiques (en % du PIB)</b>	<b>72,2%</b>	<b>74,7%</b>	<b>2,5 points</b>

Sources : MTBPS 2023 et budget national 2023

## Sommaire :

### Afrique australe :

- L'inflation diminue en Afrique australe (Ine.ao, Ine.moz, Namstats, Statsbots, Zamstats)
- Signature du MoU pour le développement du corridor de Lobito (railjournal.com)

### Afrique du Sud :

- Le chômage recule significativement au troisième trimestre 2023 (StatsSA)
- Joe Biden déclare son soutien au renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en amont du sommet de Johannesburg (Maison Blanche)
- Eskom publie ses résultats pour l'exercice 2022/2023 (Eskom)
- Publication de l'appel d'offres pour le renouvellement de la concession du Gautrain (Engineeringnews.co)
- Création d'une nouvelle compagnie pétrolière publique sud-africaine (BusinessTech)
- Avancée majeure dans la production d'hydrogène vert en Afrique du Sud (Engineeringnews)
- Les productions minière et manufacturière reculent au mois de septembre (StatSA)
- Lors d'une visite en Chine, le vice-Président Paul Mashatile appelle à renforcer les exportations sud-africaines (gov.co.za)

### Angola :

- Le gouvernement propose un budget équilibré pour 2024 (Ministère des Finances)

### Lesotho :

- Remaniement ministériel suite à un accord de coalition avec l'opposition (News24)

### Malawi :

- Le FMI approuve un nouveau programme de financement de 175 MUSD (FMI)

### Namibie :

- La Banque Africaine de développement octroi un financement de 196 MUSD pour le secteur ferroviaire (BAFD)

## Afrique australe

### L'inflation diminue en Afrique australe (*Ine.ao*, *Ine.moz*, *Namstats*, *Statsbots*, *Zamstats*)

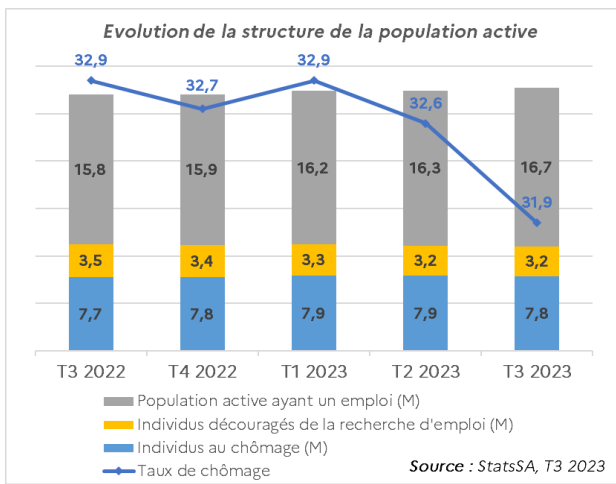
Plusieurs agences nationales de statistiques de la sous-région (*INE* – Angola, *StatsBots* – Botswana, *INE* – Mozambique, *NamStats* – Namibie, *Zamstats* – Zambie) ont publié cette semaine leurs données sur l'inflation pour le mois d'octobre, reflétant une hausse quasi-généralisée de l'indicateur dans la région. En Angola, l'indicateur accélère pour le sixième mois consécutif, atteignant +16,6% sur un an (+1,6 point par rapport au mois de septembre). Cette tendance traduit avant tout la progression de l'inflation importée, dans un contexte de dépréciation de la devise locale face au dollar américain (-38,8% depuis 10 mai pour atteindre la parité de 833 AOA pour 1 USD le 15 novembre). Au Mozambique, le taux d'inflation repart à la hausse pour la première fois depuis six mois et progresse légèrement à +4,8% (+0,1 point). Les transports demeurent le principal contributeur à la hausse des prix (+4,7% en août, soit une contribution positive de 0,7 point), après les produits alimentaires (+3,2%, soit +1,3 point) et les restaurants, hôtels et cafés (+12,3%, soit +1,2 point). En Namibie, l'inflation poursuit sa hausse pour le troisième mois consécutif, atteignant la borne haute de la fourchette cible de la Banque centrale (6%, contre 5,4% le mois précédent). Elle reste portée par les produits alimentaires (+9,4%, soit +1,8 point) et les transports (+6,6%, soit +1 point), en lien avec la hausse des prix des carburants (+2,4 NAD pour l'essence et +1,9 NAM pour le diesel au 4 octobre). En Zambie, l'indicateur progresse pour le quatrième mois consécutif, pour atteindre 12,6%, son plus haut niveau depuis mars 2022, porté par les produits alimentaires (+13,6%, soit une contribution positive de 7,8 points) et les transports (+29,7%, soit 2 points). A l'inverse, l'indicateur reste stable au Botswana (-0,1 point) pour s'établir à 3,1% – après un net rebond au mois précédent (+2 points).

### Signature du MoU pour le développement du corridor de Lobito ([railjournal.com](http://railjournal.com))

Dans le cadre du sommet Global Gateway qui s'est tenu fin octobre à Bruxelles, un protocole d'accord (MoU) entre l'Union Européenne et la Zambie, la République Démocratique du Congo et l'Angola, auxquels se sont joints la Banque africaine de développement (BAD) l'Africa Finance Corporation (AFC) et les États-Unis, a été signé pour développer le corridor Lobito. L'objectif de ce partenariat est l'accélération du développement du corridor de Lobito en tant que corridor stratégique. Ce corridor de transport reliera la partie sud de la RDC et la partie nord-ouest de la République de Zambie aux marchés commerciaux régionaux et mondiaux via le port de Lobito en Angola. La concession de 30 ans a été attribuée à Lobito Atlantic Railway, un consortium composé de Trafigura (49,5 %), leader du marché de la logistique basé à Singapour, de Mota-Engil (49,4 %), société portugaise de construction et de gestion d'infrastructures, et de Vecturis (1 %), opérateur ferroviaire belge. Cette signature démontre la volonté européenne et américaine de se poser en partenaires majeurs de la région à l'heure où la Chine a également annoncé la modernisation en 2024 du corridor concurrent TAZARA qui permet le transport du cuivre zambien jusqu'au port tanzanien de Dar Es Salaam. La construction de ce corridor permettra d'aider au désenclavement de la région, le développement de chaînes de valeur durables et résilientes de matières premières critiques et créer des emplois locaux de qualité. Par ailleurs, l'UE et les USA espèrent pouvoir sécuriser l'approvisionnement de matières premières critiques nécessaires à la transition verte de leurs économies.

## Afrique du Sud

Le chômage recule significativement au troisième trimestre 2023 (StatsSA)



Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), le taux de chômage a atteint 31,9% de la population active au troisième trimestre 2023, contre 32,6% au trimestre précédent. L'indicateur atteint ainsi son plus faible niveau depuis près de trois ans (30,8% au troisième trimestre 2020), bien qu'il reste supérieur de près de 3 points à son niveau pré-covid (29,1% au T4 2019). 399 000 emplois ont été créés sur le trimestre, la majorité dans le secteur formel non agricole (+287 000), portant la force de travail à 16,8 M emplois, un niveau supérieur à la situation pré-covid (16,4 M). Les secteurs qui ont le plus contribué à la création d'emplois sont la finance (+237 000), les services sociaux et de proximité (+119 000) et l'agriculture (+61 000). A l'inverse, les industries manufacturière (-50 000) et minière (-35 000) ont vu leurs forces de travail se contracter – signe des difficultés qui touchent ces secteurs. Parallèlement, la population active a progressé à un rythme inférieur (+326 000 individus à 24,59 M), d'où une baisse significative du nombre de demandeurs d'emplois (- 72 000). Le taux de chômage élargi, qui intègre les individus découragés par la recherche d'emplois, atteint 42,1% (également en recul de 0,3 point), et celui des jeunes (15-24 ans) 58% (-2,7 points).

Joe Biden déclare son soutien au renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) en amont du sommet de Johannesburg (Maison Blanche)

Le 1er novembre, la Maison Blanche a indiqué sa volonté de prolonger l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) au-delà de 2025, date prévue de son expiration. L'AGOA est un accord commercial préférentiel prévoyant la levée des droits de douanes à l'importation pour une large gamme de produits en provenance de 35 économies d'Afrique subsaharienne. Les importations américaines en provenance des pays bénéficiaires de l'AGOA s'élevaient en 2022 à 30,1 Mds USD, dont seulement 10,1 Mds USD entraînent dans le cadre de l'accord. L'Afrique du Sud est le principal bénéficiaire de cet accord : en 2022, le pays a ainsi exporté 3,1 Mds USD de biens sous le régime de l'AGOA, principalement des véhicules, alliages métallurgiques et produits agricoles. Cette annonce précédait la tenue à Johannesburg (3-6 novembre) d'un forum, présidé par Cyril Ramaphosa, entre les Ministres du commerce américain (Katherine Tai) et d'Afrique sub-saharienne. Au-delà du levier diplomatique (principalement envers l'Afrique du Sud) que constitue la renégociation de cet accord commercial, ce sommet a illustré la volonté américaine d'approfondir sa relation avec les pays de la zone, en réponse au positionnement des BRICS, et particulièrement de la Chine. En amont du sommet, les quatre pays suivants avaient ainsi été exclus de l'AGOA pour non-respect des critères de gouvernance et/ou de respect des droits de l'Homme : Ouganda, Niger, République centrafricaine (RCA) et Gabon. A court terme, l'exclusion de l'Afrique du Sud en revanche semble écartée, malgré les pressions diplomatiques liées aux prises de positions récentes du pays.

Eskom publie ses résultats pour l'exercice 2022/2023 (Eskom)

Le 31 octobre 2023, l'électricien public Eskom a présenté son rapport financier pour l'exercice 2022/23 – clos au 31 mars 2023. Pénalisés par des difficultés opérationnelles majeures, les résultats

financiers se sont nettement dégradés. L'*Electricity Availability Factor* (taux de disponibilité des capacités de production installées - principal indicateur de mesure de la performance) continue de se dégrader (56%, contre 62% lors de l'exercice précédent). Les délestages électriques se sont ainsi intensifiés pour atteindre un niveau inédit : 280 jours sur l'exercice (contre 65 au cours de l'exercice précédent), soit un déficit de production de 13,5 TWh (contre 1,6 TWh sur l'exercice précédent). Si le chiffre d'affaires a légèrement progressé, il reflète simplement la hausse des tarifs de distributions de l'électricité (+9,61% accordé par le régulateur NERSA), alors que les volumes de ventes ont nettement reculé (-5%). La rentabilité opérationnelle s'est dégradée : la marge d'EBITDA atteint ainsi moins de 15%, contre plus de 21% lors de l'exercice précédent - en lien avec la hausse des coûts de production et un recours accru aux centrales à diesel et gaz (*peakers* - turbine OCGT), afin de limiter les délestages. Les mauvaises performances opérationnelles exacerbent le problème structurel de rentabilité de l'entreprise, alors que celle-ci est surendettée (dette de 423,9 Mds ZAR à la fin de l'exercice, soit 51% du total du bilan). Eskom présente ainsi des pertes nettes de 23,9 Mds ZAR (soit 1,2 Md EUR), contre des pertes de 11,9 Mds ZAR sur l'exercice précédent. Face à cette situation, le plan de réforme et de dégroupage se poursuit (séparation de la compagnie nationale d'électricité en trois entités - la production, la transmission et la distribution) mais se heurte à une crise de gouvernance (pour rappel, la direction de l'entreprise est assurée par un CEO par intérim, Calib Cassim, depuis le départ d'André de Ruyter en décembre 2023). La reprise partielle de la dette annoncée dans le budget 2023/2024 (*Eskom Debt Relief Act*) devrait toutefois permettre de renforcer la structure financière d'Eskom, bien qu'elle implique une quasi-mise sous tutelle de l'entité pendant la période de renflouement, limitant fortement ses capacités d'investissement.

## Publication de l'appel d'offres pour le renouvellement de la concession du Gautrain ([Engineeringnews.co](https://www.engineeringnews.co.za))

La *Gautrain Management Agency* (GMA), entité sous la supervision de la province du Gauteng, a présenté le 5 novembre un *request for proposals* (RFP) pour le renouvellement du contrat de gestion. Cet appel d'offres, ouvert jusqu'au 3 mai, porte sur une concession de 15 ans, qui débutera en mars 2026. Les critères de sélection retenus les considérations techniques (100 points), le prix (80 points) et certains « buts spécifiques » (20 points), notamment la conformité avec les critères *broad-based black economic empowerment* (B-BBEE). Jusqu'en 2026, le Gautrain reste opéré par Bombela Operation Company (BOC), société contrôlée à 63% par RATP Développement. Signé en 2006, ce contrat était le premier grand contrat à l'international de RATP Développement. En outre, la maintenance de la flotte ferroviaire est assurée par Bombela Maintenance Company (BMC), contrôlée par Bombardier Transport, qui appartient désormais au groupe Alstom. Pour rappel, le Gautrain (contraction de « Gauteng » et « train ») est un système de transport ferroviaire urbain d'une longueur d'environ 80 km au total, qui relie Johannesburg, Tshwane (Pretoria), l'aéroport OR Tambo et sept autres stations à une vitesse maximale de 160 km/heure. Le réseau actuel est en service depuis 2010 et a été mis en service à l'occasion de la Coupe du Monde de football. Le Gautrain se démarque par sa performance - disponibilité des trains de plus de 98% - le très bon état de l'infrastructure comme du matériel roulant, et de la sécurité assurée pour les passagers à bord.

## Création d'une nouvelle compagnie pétrolière publique sud-africaine ([BusinessTech](https://www.businesstech.co.za))

A la suite de l'adoption fin octobre par l'Assemblée nationale sud-africaine d'un nouveau projet de loi sur le développement des ressources pétrolières en amont intitulé l'*Upstream Petroleum Resources Development* (UPRD), une nouvelle entreprise publique

**pétrolière va voir le jour.** Cette nouvelle société publique sera chargée de gérer la participation de l'État à hauteur de 20 % dans tous les droits pétroliers. Cette dernière qui a été baptisée la *South African National Petroleum Company* (SANPC), est en fait la fusion de trois autres sociétés publiques – à savoir la *South African Gas Development Company* (iGas), le *Strategic Fuel Fund* (SFF) et la *Petroleum Oil and Gas Corporation* d'Afrique du Sud (PetroSA). La nouvelle société d'État s'occupera notamment de gérer les stocks stratégiques de pétrole brut de l'État et de commercialiser les installations. Néanmoins, il convient de noter que les objectifs de l'entreprise sont vastes et présentent une fois de plus un immense niveau de croisement entre les départements d'État actuels. En effet, le projet de loi mentionne spécifiquement la garantie de la sécurité énergétique nationale et le soutien à la transition énergétique juste du pays parmi les objectifs de la compagnie – quelque chose d'inextricablement lié à Eskom et à son mandat plus large.

### **Avancée majeure dans la production d'hydrogène vert en Afrique du Sud (Engineeringnews)**

La production d'hydrogène décarboné en Afrique du Sud a été témoin ce mardi, lors de la conférence P2X à Francfort, d'une percée technologique de grande envergure. La société allemande *Heraeus Precious Metals* en collaboration avec la société sud-africaine *Sibanye-Stillwater* a annoncé l'introduction d'un nouveau catalyseur à base de ruthénium, et non plus à base d'iridium, pour l'électrolyse de l'eau par membrane échangeuse de protons (PEM). Cela va permettre d'améliorer de manière cruciale la viabilité de la production d'hydrogène décarboné en réduisant le coût des matériaux et la dépendance à l'iridium, un métal très rare et coûteux. En effet, la production primaire de ruthénium, également un platine, est 3,5 fois supérieure à celle de l'iridium. Ces deux métaux font partie des métaux platinoïdes (PGM) dont l'Afrique du Sud est le principal producteur. Cette innovation présente ainsi une économie de 85 % sur l'iridium ce qui est crucial sachant que

seulement environ neuf tonnes d'iridium sont extraites chaque année et que son utilisation se généralise dans diverses industries. En mettant en œuvre cette avancée majeure, la peur de la pénurie s'éloigne. Enfin, il est estimé qu'une réduction significative de 90 % des dépenses en capital sur les coûts des matériaux peut être obtenue, garantissant ainsi que la production d'hydrogène deviendra plus soutenable sur le plan économique.

### **Les productions minière et manufacturière reculent au mois de septembre (StatSA)**

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), la production manufacturière a reculé de 4,3% au mois de septembre par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 1,5% le mois précédent. Après cinq mois consécutifs de progression, l'indicateur recule, pénalisé par les performances de sept secteurs sur dix, particulièrement les secteurs agroalimentaire (-10,5%, soit une contribution négative de 2,6 points) et automobile (-19,7%, soit -2,3 points). A l'inverse, l'industrie pétrolière et chimique enregistre de bons résultats (6,6%, soit +1,2 point). Les analystes, bien qu'anticipant de mauvais résultats, tablaient sur une baisse moins marquée de l'indicateur (consensus aux alentours de -2,6%). Si les difficultés d'approvisionnement en électricité s'estompent (baisse de l'intensité des délestages électriques et nouvelles capacités d'auto génération), la production est affectée par la faible demande interne et externe (notamment chinoise). En parallèle, la production minière a également diminué sur la période, mais à un rythme moins soutenu (-1,9%), après une baisse de 2% le mois précédent. L'évolution traduit notamment la baisse de la production de diamants (-61,4%, soit -2,9 points) et de minerais de manganèse (-5,6%, soit -0,4 point). Les productions du groupe platine (+3,8%, soit +1 point) et de minerais de chrome (+11,9%, +0,5 point) ont toutefois progressé. Le secteur continue de pâtir, d'une part, des difficultés logistiques qui entravent les exportations, et d'autre part, de la baisse du cours des matières premières.

## Lors d'une visite en Chine, le vice-Président Paul Mashatile appelle à renforcer les exportations sud-africaines (*gov.co.za*)

En visite en Chine, le vice-Président sud-africain Paul Mashatile a notamment rencontré le Président chinois Xi Jinping, rappelant les nombreuses convergences entre les deux pays. Il a également présidé, avec son homologue Han Zheng, la huitième édition de la *South Africa - China Binational Commission*. Paul Mashatile a également participé à l'ouverture de la China International Import Expo (CIIE) à Shanghai, événement commercial annuel majeur en Chine. Faisant la promotion de la présence sud-africaine à la CIIE (39 entreprises), il a appelé à soutenir les exportations sud-africaines à plus haute valeur ajoutée vers la Chine. A ce titre, il a rappelé la mission d'achats menée en août dernier en Afrique du Sud par le Ministre du commerce Wang Wentao, qui aurait conduit à des prises de commandes de la Chine pour 2,2 Mds USD. Il s'est néanmoins inquiété du déficit grandissant de la balance commerciale bilatérale en faveur de la Chine (155 Mds ZAR - 7,8 Mds EUR- en 2022). La création de la *South Africa-China Chamber of Commerce*, basée à Pékin, a également été annoncée à cette occasion.

## Angola

### Le gouvernement propose un budget équilibré pour 2024 (*Ministère des Finances*)

Le 14 novembre, l'Assemblée Nationale a entamé les discussions sur la proposition de budget 2024 du gouvernement. Construit sur l'hypothèse d'un prix moyen du baril de pétrole de 65 USD (contre 79,9USD pour le FMI) et une production quotidienne moyenne de pétrole brut de 1,6 million de barils, le budget, équilibré, s'inscrit dans le cadre des objectifs et les cibles fixées dans le Plan national de développement (PDN) - politiques de relance, en particulier pour la production nationale et la sécurité alimentaire. Le gouvernement anticipe une croissance économique de 2,8% en 2024, portée par les bonnes performances du secteur non pétrolier

(+4,6%), qui devrait contrebalancer le recul de l'industrie pétrolière (-2,5%). Les recettes totales, devraient ainsi atteindre 24 700 TR AOA (27,3 Mds EUR), soit 33,7% du PIB (une proportion stable par rapport au budget précédent), provenant pour plus de la moitié de la rente pétrolière. Environ 60% des dépenses (soit 14 600 Mds AOA et 19,5% du PIB) seront consacrées à l'amortissement et la capitalisation de la dette publique, un poste en hausse de plus de 60%. L'effort budgétaire portera prioritairement sur le secteur social (+2,9% et 20% du budget), alors que la situation socio-économique du pays reste très dégradée. La dépréciation du Kwana (-38,8% depuis 10 mai pour atteindre la parité de 833 AOA pour 1 USD) favorise la montée de l'inflation, estimée à 16,6% en 2024 selon les prévisions du budget. Ainsi, pour faire face à l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, le gouvernement élabore actuellement un nouveau projet de loi pour réduire la TVA des produits alimentaires (et des intrants agricoles) de 7 à 5%, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024. Il prévoit aussi une augmentation du salaire des fonctionnaires de 5%.

## Lesotho

### Remaniement ministériel suite à un accord de coalition avec l'opposition (*News24*)

Le Premier ministre lesothan Sam Matekane, également Ministre de la défense, a annoncé le 8 novembre la nomination de six nouveaux ministres, ainsi que cinq ministres-adjoints, pour refléter le nouvel accord gouvernemental conclu avec l'opposition. Nqosa Mahao, leader du Basotho Action Party (BAP) qui avait obtenu 5,7% des suffrages aux dernières élections, se voit confier le Ministère de l'énergie tandis que Motlatsi Maqelepo (BAP) hérite du Ministère de la culture et du tourisme. Plusieurs nouveaux ministères ont également été créés pour être attribués à des alliés du Premier ministre, membres du Revolution For Prosperity (RFP) qui avait remporté 56 des 120 sièges du parlement lors des dernières élections en septembre 2022. C'est le cas notamment du Ministère de

l'environnement et de la forêt, occupé par Lestema Adontsi, ou du Ministère des services publics (Mphuthi Mphuthi). Certaines compétences ont dû être redistribuées pour accommoder la création de ces nouveaux portefeuilles. C'est notamment le cas pour Mokhethi Shelile (commerce et industrie), qui reste en poste mais perd sa compétence sur le tourisme. Ce compromis devrait permettre à Sam Matekane de contrer la motion de censure présentée le mois dernier par le leader de l'opposition Mathibeli Mokhothu (Democratic Congress), qui avait rassemblé 61 signatures.

## Malawi

### Le FMI approuve un nouveau programme de financement de 175 MUSD (FMI)

Le 15 novembre, à l'issue de la seconde revue du *Staff Monitored Program (SMP)*, le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé un programme de facilité élargie de crédit (FEC) au profit du Malawi, d'un montant de 178 MUSD sur une période de 48 mois, qui prévoit un décaissement immédiat d'une première tranche de 36 MUSD. Malgré une dégradation de nombreux indicateurs économiques sur l'année 2023 (croissance atone à +1,6%, contre +1,7% prévu lors de la première revue au mois de juillet ; inflation : +30,3% contre +24,8% ; réserves internationales : -1,1 Mds USD contre -0,6 Mds USD), le gouvernement a lancé un programme de réformes structurelles et entamé une rationalisation des dépenses publiques. Il a par ailleurs procédé, le 8 novembre, à une dévaluation de la devise locale de 44% (pour atteindre la parité de 1700 MWK pour 1 USD), et recueilli des assurances de financement de ses principaux créanciers, premier pas vers une restructuration de la dette externe du pays (39,3% du PIB pour 2023, un niveau jugé insoutenable par le FMI), deux prérequis indispensables à la mise en place du programme. Le programme FEC devrait redonner une marge de manœuvre budgétaire à l'Etat, alors que le pays fait face à une pénurie de devises et se retrouve dans l'incapacité de financer ses

importations stratégiques (médicaments, carburants, engrais, etc.), et ainsi permettre de catalyser les financements des bailleurs internationaux et investisseurs privés. Le déboursement des prochaines tranches demeure toutefois conditionné à la poursuite des réformes structurelles et à l'avancée du processus de restructuration de la dette. Pour rappel, le Malawi avait bénéficié d'un programme de financement d'urgence (*Rapid Credit Facility*) de 88,3 MUSD en novembre 2022, qui s'inscrivait dans le cadre de l'initiative «*Food Shock Window*» pour les pays en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

## Namibie

### La Banque Africaine de développement octroi un financement de 196 MUSD pour le secteur ferroviaire (BAFD)

Le 31 octobre, le Conseil d'Administration de la Banque Africaine de Développement (BAfD) a approuvé l'octroi d'un prêt de 196 MUSD au gouvernement namibien pour le développement du secteur du fret ferroviaire. Le projet consiste notamment en la construction de plus de 200 km de lignes de chemin de fer entre les villes de Kranzberg et Otjiwarongon (au côté d'une ligne existante) ; ainsi que la mise à niveau du système de signalisation de la ligne reliant Walvis Bay et Tsumeb. Située sur le Trans-Zambezi corridor, reliant la Namibie et la RDC via la Zambie, la modernisation et le développement de ces lignes s'inscrit dans le cadre du plan de développement national (Namibia Vision 2023) et vise à renforcer les échanges commerciaux intercontinentaux, et notamment faciliter les débouchés des exportations du secteur minier – alors que les infrastructures ferroviaires namibiennes sont aujourd'hui vieillissantes et que l'opérateur public TransNamib fait face à d'importantes difficultés opérationnelles. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du programme *Transport Infrastructure Improvement Project*, et couvrira plus de la moitié des coûts totaux de développement – la moitié restante sera directement financée par le



gouvernement namibien. Pour rappel, la première phase, soutenue par un prêt de la BAfD de plus de 100 MUSD octroyé en 2017, consistait en la modernisation d'un premier axe ferroviaire de 210 km (Walvis Bay à Kranzberg). A noter que l'Institution Financière Internationale dispose à ce jour d'un portefeuille de 10 projets en cours d'exécution dans le pays, pour un montant total de près de 690 MUSD – principalement dans les secteurs financiers (35%), des transports (16%) et de l'eau (15%).

### Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	16/11/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
<b>Afrique du Sud</b>	18,28 ZAR	1,5%	3,1%	-5,4%	-7,0%
<b>Angola</b>	828,9 AOA	-0,1%	-0,4%	-39,5%	-39,2%
<b>Botswana</b>	13,3 BWP	0,7%	2,2%	-3,5%	-4,8%
<b>Mozambique</b>	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Zambie</b>	23,1 ZMW	-2,1%	-7,8%	-28,1%	-21,7%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE Luanda  
Rédacteurs : Léopold VINOT, Nicolas VIOSSAT, Antoine MOISSON & Antoine WILLENBUCHER

Rellecteurs : Claire JOLLY & Antoine WILLENBUCHER